



REPOBLIKAN'I MADAGASIKARA
Fitiavana - Tanindrazana - Fandrosoana

=

POLITIQUE GENERALE DE L'ETAT

MAI 2014

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
Introduction	3
Méthodologie d'élaboration du document de Politique Générale de l'Etat	3
1. Vision :« MADAGASCAR : UNE NATION MODERNE ET PROSPERE».....	3
2. Valeurs fondamentales	4
3. Etat des lieux	5
4. Objectif.....	7
5. Axes prioritaires	7
6. Défis et orientations stratégiques	8
7. Suivi-Evaluation.....	14

Introduction

Conformément à l'article 55 alinéa 6 de la Constitution, le Président de la République est tenu, au début de son mandat, d'annoncer les grandes lignes de la Politique Générale de l'Etat que le Gouvernement doit mettre en œuvre suivant l'article 63 alinéa 1. Cette politique doit tenir compte des OMD et de l'agenda de développement post 2015d'Abuja, des traités et accords internationaux et régionaux auxquels le pays s'est engagé.

Méthodologie d'élaboration du document de Politique Générale de l'Etat

La démarche adoptée pour l'élaboration de la présente Politique Générale de l'Etat s'inspire de la vision du Président de la République sur la reconstruction de Madagascar qu'il a déclarée à la population durant la campagne électorale. Il s'agit d'engagements accompagnés de stratégies de réalisations. Cette vision a fait l'objet d'une **déclaration solennelle** faite par le Président lors de son **investiture** le 25 janvier 2013. Sur le plan méthodologique, elle a été condensée selon les étapes suivantes:

1. La fixation d'une **Vision de développement** qui synthétise les aspirations de ce que devra être Madagascar à moyen terme ;
2. La détermination des **Valeurs fondamentales** ;
3. La réalisation **d'un état des lieux** qui donne l'image et la situation du pays à l'heure actuelle tant sur le plan économique, social qu'environnemental ;
4. Une fois la problématique dégagée à travers l'état des lieux, la définition des choix stratégiques, lesquels sont exprimés en **Défis à relever** sur lesquels sont greffées les **orientations stratégiques de l'Etat**.

L'existence du présent document Politique Générale de l'Etat va permettre au Gouvernement et à chaque Département ministériel de se positionner conformément à sa mission et attributions et aligner son plan d'actions.

1. Vision : « MADAGASCAR : UNE NATION MODERNE ET PROSPERE »

Madagascar sera une nouvelle force économique où :

- Le bien être de sa population est affirmée ;
- son développement est soutenu par ses propres potentialités ;

Madagascar sera un pays de l'excellence où :

- S'instaure la haute qualité sociale et environnementale
- Règne l'Etat de droit, la sécurité pour tous, la bonne gouvernance et la redevabilité sociale
- Prévalent la communion nationale, la dignité nationale et l'intérêt général

2. Valeurs fondamentales

La volonté de changement à laquelle aspire la majorité du peuple malgache devra être matérialisée par des résultats concrets et tangibles à l'échelon de l'administration centrale et de ses démembrements.

La présente Politique Générale de l'Etat, définie suivant les orientations du Président de la République, vise à bâtir une société malgache moderne et prospère, respectueuse de la dignité humaine et des droits de l'homme.

Le combat **contre la pauvreté, la vulnérabilité et la précarité** est la priorité des priorités. La Politique Générale de l'Etat a pour ambition de rebâtir une société malgache inclusive basée sur les principes fondamentaux **de respect, de travail et de dialogue** pour faire de nos diversités une richesse et une opportunité réelle. Elle véhicule la politique d'ouverture prônée par le Président de la République, et traduit la volonté permanente de réconciliation de tous les malagasy, à travers le **Fihavanana**, socle de notre culture.

Elle devra déboucher sur une croissance et un développement inclusif et durable en tenant compte des priorités des régions pour éradiquer le déséquilibre régional. Elle s'appuiera notamment sur les IDE, le transfert de nouvelles technologies et l'accès aux marchés mondiaux.

Préalablement, il est nécessaire de rendre effectifs la **bonne gouvernance, l'Etat de droit et la Démocratie**, la **gestion axée sur les résultats** pour un **retour à l'autorité de l'Etat** et garantissant, entre autres:

- ✓ Le renforcement de la sécurité des biens, des personnes et des investissements privé et public ;
- ✓ L'impartialité de la justice;
- ✓ La libre entreprise par le secteur privé ;
- ✓ Un emploi décent pour subvenir aux besoins de chaque ménage ;
- ✓ L'effectivité de la lutte contre la corruption ;
- ✓ Le droit à la santé et à l'éducation ;
- ✓ Le développement rural afin d'assurer l'autonomie alimentaire ;
- ✓ La croissance économique par une politique des grands travaux d'infrastructures, et la relance des secteurs porteurs;
- ✓ La transparence dans la gestion des finances publiques comme des ressources naturelles;
- ✓ La stabilité macroéconomique et sociale ;

3. Etat des lieux

La dernière crise politique survenue à Madagascar a entraîné une crise économique et sociale dont les séquelles auront sans nul doute un impact certain sur l'avenir du pays et auquel le gouvernement devra apporter des solutions urgentes, ciblées, rapides et à effets immédiats.

Les faits constatés sont:

- **la non atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) :** le taux de pauvreté est passé de 69 % en 2005 à et 71,5% en 2012 et, dans la plupart de cas, la plupart des objectifs et cibles correspondants risquent de ne pas être réalisés à moins d'une prise de mesures appropriées et accélérées.
- **la décélération de la croissance du Produit Intérieur Brut (PIB):** la reprise reste timide et demeure en dessous de l'accroissement démographique.
- **une crise de confiance** qui se manifeste par la frustration du secteur privé et du public face à la faiblesse et l'insuffisance de redevabilité des institutions publiques, la montée de l'insécurité. Même si le taux de criminalité est passé de 1,39 infractions pour 1.000 habitants en 2011 à 0,95 infractions pour 1.000 habitants en 2012 et à 0,91 en 2013, l'on note la recrudescence du nombre de bandes organisées utilisant des armes de plus en plus meurtrières.
- **la suspension des financements et de la coopération de la part des Partenaires Techniques et Financiers :** le volume de l'Aide Publique au Développement a sensiblement diminué entre la période 2008 et 2013 passant de 700 millions USD à 478,3 millions USD en 2013.
- **le ralentissement des activités économiques dû à l'insécurité et au mauvais climat des affaires conjugué à l'insuffisance de financement :** les dépenses publiques (en particulier l'investissement) ont fortement diminué. Les investissements publics dans les travaux publics ont été divisés par trois entre 2008 et 2012. La suspension de l'AGOA a aggravé cette situation bloquant l'opportunité offerte aux opérateurs économiques d'exporter des produits textiles vers les Etats-Unis. On note une diminution progressive du nombre de touristes depuis le début de la crise : 375.000 en 2008, 255.942 en 2012 et 196.375 en 2013.
- **la situation de l'emploi est préoccupante** avec le rebondissement d'un sous-emploi rampant, d'un secteur informel généralisé (représentant 90 % de l'emploi total) et des emplois vulnérables précaires. En outre, la suspension de l'AGOA a entraîné une perte

de 30 000 emplois environ. La prolifération du secteur informel confirme les difficultés d'insertion sur le marché du travail et traduit les stratégies individuelles et familiales face à la pauvreté : en 2011-2012, la création d'entreprises individuelles est à un niveau jamais atteint depuis 2005.

- **les indicateurs du secteur éducatif régressent dans l'ensemble:** les familles rencontrent des difficultés à envoyer leurs enfants à l'école. Depuis 2009, le taux brut de scolarité au niveau du primaire diminue. De 2009 à 2013, le Taux Net de Scolarisation du primaire a reculé passant de 91,3% en 2009 à 86,3% en 2013 ; les taux d'achèvement du primaire et au collège diminuent traduisant une augmentation de la déscolarisation. Les taux de réussite aux examens (CEPE, BEPC et Baccalauréat) baissent entre 2010 et 2013.
- **L'accès à la santé devient difficile :** la population fréquente de moins en moins les Centres de Santé de Base (CSB), le taux de consultation externe des CSB passe de 28,20% en 2012 à 29,2% en 2013 contre 37,6% en 2008 ; si la couverture vaccinale a dépassé dans l'ensemble l'objectif de plus de 80% jusqu'en 2012 elle a drastiquement régressé à 58,5% en 2013. L'accès à la santé est aggravé par la détérioration des infrastructures routières associée à la fermeture de nombreux Centres de Santé de Base : depuis 2010, il n'y a plus de réseau routier en terre en bon état, et des centaines de CSB ont été fermées (241 en 2010). Toutes ces dégradations sociales ont des effets négatifs sur l'activité économique entraînant le pays dans un cercle vicieux.
- **La manifestation de la mauvaise gouvernance :** la pratique de la corruption est devenue une attitude généralisée durant ces cinq dernières années. En effet, si le score de Madagascar a été de 34/100 en 2008, le phénomène de crise a ramené le score à 26/100 en 2010 pour passer à 28/100 en 2013.
- **La dégradation de l'environnement :** Les feux de brousse constituent un fléau national. Entre 2009 et 2010, les surfaces ravagées par le feu ont dépassé la barre de 300.000 ha. A la suite des mesures prises renforçant les contrôles forestiers, les surfaces incendiées n'ont pas dépassé les 200.000 ha en 2012 et 2013.
- **La dégradation du climat des affaires :** Les investissements Directs Etrangers (IDE) ont chuté de moitié entre 2008 et 2010, et malgré une certaine hausse à 507,7 millions de DTS en 2012, les IDE ont chuté au niveau le plus bas de 392,8 millions de DTS en 2013. On constate une diminution du nombre de Sociétés Anonymes nouvellement créé. Il en est de même pour les entreprises franches.
- **Une « mauvaise » gouvernance:** selon l'agence internationale Mo Ibrahim, Madagascar figure parmi les pays du continent africain qui a connu une forte

régression en matière de gouvernance. Sur 52 pays africains, Madagascar est passé de la 9ème place en 2000 à la 37ème place en 2012. Le pays a enregistré une chute particulièrement sensible dans les catégories suivantes : participation citoyenne, droits de l'homme et souveraineté du droit.

L'Etat malgache est confronté à :

- une politisation de l'Administration Publique et des Forces de l'Ordre ;
- une gestion des affaires publiques inefficace; et
- un mécanisme de contrôle inefficace.

4. Objectif

L'objectif de cette Politique Générale de l'Etat est d'asseoir un développement inclusif et durable fondé sur une croissance inclusive pour combattre la pauvreté.

5. Axes prioritaires

Les thématiques prioritaires touchent :

- Le renforcement de la Gouvernance, de l'Etat de droit et l'instauration d'une justice équitable
- La reprise économique à travers l'instauration d'un environnement social et politique stable, le maintien de la stabilité macroéconomique et le rétablissement d'un climat des affaires attractif
- L'élargissement de l'accès aux services sociaux de base de qualité.

Ces choix intègrent les dimensions genre, humanitaire, sociale, environnementale, territoriale et la nouvelle technologie. Les défis et les orientations stratégiques sont retracés dans le tableau ci-après ;

6. Défis et orientations stratégiques

<u>Défis à relever</u>	<u>Orientations stratégiques</u>	<u>Intervenants</u>
1. Unité et Réconciliation Nationale	<ul style="list-style-type: none"> - Eliminer toutes formes de clivages; - Privilégier la culture de l'intérêt général ; - Libérer les initiatives locales en impliquant les citoyens dans les prises de décisions les concernant ; - Redorer l'image de Madagascar ; 	Institutions Ministères OSC (organisation des sociétés civiles) Organisations communautaires et religieuses,
2. Gouvernance, Etat de droit, démocratie	<ul style="list-style-type: none"> - Restaurer l'autorité de l'Etat, la bonne gouvernance, - Appliquer et respecter la Loi; - Respecter les droits de l'homme ; - Dépolitiser l'Administration Publique et les forces de l'ordre - Améliorer la gouvernance publique et la consolidation de la démocratie ; - Améliorer la gouvernance financière et économique pour une plus grande efficacité des politiques publiques et pour une gestion transparente et efficace des ressources naturelles ; - Instaurer la culture de redevabilité à tous les niveaux - Développer le leadership institutionnel, la coordination et la mise en œuvre de la Politique Générale de l'Etat ; 	Tous les Ministères et Institutions - CSI
3. Lutte contre la corruption	<ul style="list-style-type: none"> - Mettre à jour et améliorer la stratégie nationale de lutte contre la corruption, - Prévenir, éduquer, sanctionner toutes formes de corruption ; - Lutter contre la culture d'impunité ; - Rétablir la crédibilité de l'administration et des institutions en charge de la lutte anti-corruption ; 	BIANCO – SAMFIN – CSI – Tous Ministères et Institutions
4. Justice impartiale	<ul style="list-style-type: none"> - Promouvoir un système de justice proche des citoyens, accessible, transparent, efficace ; - Rétablir une justice digne de confiance, intègre et respectueuse des droits humains - Réformer le système judiciaire pour une meilleure prise en compte de la lutte contre la corruption ; 	Ministère de la Justice – Sécurité intérieure - Forces armées
5. Protection sociale	<ul style="list-style-type: none"> - Restructurer la politique de couverture sociale, la prévoyance et la retraite, - Développer des emplois dans le cadre des travaux HIMO, - Promouvoir l'accès au logement ; - Assurer la sécurité alimentaire des populations vulnérables ; 	Primature - Ministères en charge de la Population, de l'Aménagement du territoire, Economie et Planification, Education, Santé

<u>Défis à relever</u>	<u>Orientations stratégiques</u>	<u>Intervenants</u>
6. Eau et assainissement	<ul style="list-style-type: none"> - Garantir l'assainissement à tous les niveaux - Assurer l'accès à l'eau potable, à l'assainissement et à l'hygiène ainsi que la gestion intégrée des ressources en eau. 	Ministère de l'Eau
7. Reprise économique	<ul style="list-style-type: none"> - Maintenir la stabilité des équilibres macroéconomiques ; - Optimiser l'utilisation des instruments de politique monétaire ; - Renforcer la position économique de Madagascar au niveau régional et international ; - Améliorer le cadre réglementaire pour sécuriser les investissements ; - Assainir le marché intérieur; - Promouvoir l'industrie locale et l'accès aux marchés régional et international ; - Stimuler la production intérieure ; - Elaborer le plan national de développement ; - Stimuler la croissance économique ; - Améliorer le climat des investissements et des affaires ; - Améliorer la gouvernance des finances publiques 	Tous Ministères – Banque Centrale
8. Création d'emplois	<ul style="list-style-type: none"> - Privilégier les grands travaux à forte intensité de main d'œuvre ; - Relever le niveau de l'emploi à travers la réutilisation des capacités existantes ; - Stimuler les investissements privés locaux et étrangers ; - Créer un climat favorable à la reprise des activités et au relèvement de la capacité de production et d'embauche de manière à réduire le sous-emploi ; - Appuyer la création de petites et moyennes entreprises (réduction des coûts de création et de fonctionnement) ; - Rehausser la productivité du travail à travers la formation continue des agents aux nouvelles technologies; - Orienter l'enseignement à tous les niveaux pour assurer une adéquation formation/emploi ; - Créer des opportunités en catalysant les emplois indépendants. - Elaborer une politique nationale de gestion des ressources humaines de l'Etat - Eliminer les traites et les trafics de personnes - Revaloriser le SMIG 	Primature et tous Ministères

<u>Défis à relever</u>	<u>Orientations stratégiques</u>	<u>Intervenants</u>
9. Défense Nationale et intégrité de l'Etat	<ul style="list-style-type: none"> - Elaborer et mettre en œuvre une politique de défense nationale, - Protéger nos côtes, nos eaux territoriales (contre la piraterie maritime) et notre ZEE et nos ressources naturelles. 	Ministères de la Défense Nationale
10. Sécurité Publique	<ul style="list-style-type: none"> - Lutter contre le grand banditisme en milieu urbain et en milieu rural, - Réformer les systèmes sécuritaires - Lutter contre la corruption pour une meilleure efficacité des missions de sécurisation - Protéger les femmes et les enfants contre la violence et le tourisme sexuel. 	Ministère de la Sécurité intérieure, SEG, Ministère de la Justice, Ministère de l'intérieur
11. Infrastructures, grands travaux, équipements	<ul style="list-style-type: none"> - Constructions d'infrastructures : autoroutes, ports, aéroports, ouvrages d'arts, barrages hydrauliques, réseaux d'irrigations, et barrages hydroagricoles, - Désenclaver le territoire à travers les constructions, réhabilitations et entretiens du réseau routier ; et optimisation du réseau circulaire toute l'année - Améliorer l'efficacité et la qualité de la circulation des biens et des personnes - Assurer la maintenance du patrimoine routier - Mettre en œuvre le Plan National d'Aménagement du Territoire - Maitriser le développement urbain et la gestion des espaces - Mettre en œuvre la Politique foncière et moderniser le Service des domaines - Améliorer la gestion du système national de transport, la productivité, la sûreté et la sécurité, - Optimiser le réseau des stations et système d'informations météorologiques, renforcer les outils de communication, - Développer les réseaux d'infrastructures de télécommunications, - Développer l'accès aux TICs notamment dans les zones rurales par l'amélioration du cadre légal et réglementaire - Renforcer les partenariats et des relations internationales en matière de NTIC - Evaluer et capitaliser le Programme sectoriel de transport 	Institutions et Ministères en charge de l'Aménagement du Territoire, des Infrastructures, de l'Équipement, de Travaux publics, Transports, des Télécommunications, de l'Eau

<u>Défis à relever</u>	<u>Orientations stratégiques</u>	<u>Intervenants</u>
12. Efficacité énergétique	<ul style="list-style-type: none"> - Réformer et assainir la gestion et l'exploitation de la JIRAMA avec comme objectif à très court terme (trois mois) résoudre les problèmes de délestage. - Augmenter l'accès à l'électricité en milieu urbain et rural - Encourager les nouveaux acteurs dans la partie production et développer le partenariat public privé ; - Promouvoir les énergies renouvelables et particulièrement l'hydraulique mais aussi le solaire et l'éolienne afin de réduire de manière durable le coût de l'énergie et la dépendance aux produits pétroliers ; - Réussir la transition énergétique - Renforcer les prestations des services publics, la bonne gouvernance du secteur énergie, 	Institutions et Ministères en charge de l'Énergie
13. Redynamisation du monde rural	<ul style="list-style-type: none"> - Relancer les activités dans le cadre du PNDR, entre autres la redynamisation de la productivité paysanne, la structuration du marché, la restructuration des filières et la facilitation de l'accès au financement pour le monde rural ; - Renforcer le système de collecte et de distribution ; - Assurer la sécurité alimentaire et l'augmentation de la production tendant vers l'agri business - Développer la recherche agronomique et tenir compte du changement climatique par la modernisation des facteurs de production, le développement des alternatives culturelles et de l'agriculture familiale, la formation et la professionnalisation des producteurs, l'intensification et l'extensification agraire - Optimiser et normaliser la gestion et l'exploitation des ressources halieutiques - Promouvoir l'économie bleue - Restructurer et redynamiser le secteur afin de conserver les ressources, permettre leur développement tout en préservant l'environnement et assurer la sécurité alimentaire - Revitaliser les fonctions de vétérinaires 	Primature et Ministères en charge de l'Agriculture, de l'Élevage, Pêches, Environnement,

<u>Défis à relever</u>	<u>Orientations stratégiques</u>	<u>Intervenants</u>
14. Renforcement du système éducatif et formation professionnelle	<ul style="list-style-type: none"> - Réinsérer dans le système scolaire les 500.000 enfants et adolescents exclus, - Définir et appliquer une politique d’alphabétisation au niveau national, - Reformuler le système éducatif en améliorant la qualité, l’adéquation formation-emploi et l’efficacité de l’enseignement - Instaurer la gratuité de l’enseignement primaire dans les établissements publics, - Promouvoir la scolarisation dans les zones défavorisées - Valoriser l’Enseignement Technique et la Formation Professionnelle en les adaptant aux réalités régionales, - Remettre aux normes l’Enseignement Supérieur et la Recherche Scientifique, - Finaliser et officialiser la Stratégie Nationale de la Recherche, - Assurer la formation de cadres qui répondent aux besoins de développement du pays 	Primature et Ministères en charge de l’Education, Enseignement Supérieur et la Recherche, emploi, formation professionnelle et technique ,
15. Décentralisation effective	<ul style="list-style-type: none"> - Restaurer la valeur des CTD ; - Développer la compétence en matière de gestion et de programmation budgétaire - Développer la compétence locale à travers la création d’une école nationale de formation des fonctionnaires territoriaux. - Mettre en place et rendre opérationnel les institutions de la quatrième République - Consolider et achever le processus de décentralisation et de déconcentration - Réformer le système sécuritaire 	Primature et Ministères en charge de la Décentralisation , de l’Aménagement du Territoire
16. Préservation de l’environnement	<ul style="list-style-type: none"> - Assurer la sauvegarde de l’environnement et des ressources naturelles uniques pour le développement malgache et le développement durable du pays - Assurer la gestion durable et rationnelle des ressources naturelles - Renforcer la gouvernance environnementale à tous les niveaux - Promouvoir l’économie « bleue » - Adapter et atténuer les effets néfastes du changement climatique sur les politiques et stratégie de développement durable - Assurer la gestion, le traitement scientifique, la commercialisation et la conservation de la forêt, de 	Primature et Ministères en charge de l’Environnement, du Tourisme, de l’Eau

<u>Défis à relever</u>	<u>Orientations stratégiques</u>	<u>Intervenants</u>
	ses productions et services depuis la régénération jusqu'à l'exploitation	
17. Gestion des Ressources Stratégiques	<ul style="list-style-type: none"> - Assainir la gestion du secteur ; - Valoriser les ressources à l'aide d'une gestion efficace et prudente. - Stimuler et sécuriser les investissements dans le secteur tout en respectant les communautés et leur environnement et en veillant à la bonne gouvernance, - Axer l'exploitation et la gestion des énergies fossiles (pétrole, gaz, exploitations off-shore) au profit de la population et des générations futures ; - Améliorer le cadre institutionnel et juridique des exploitations minières au profit de la population ; 	Présidence et Ministères en charge des ressources stratégiques, tous ministères d'infrastructures,
18. Développement du tourisme	<ul style="list-style-type: none"> - Atteindre un objectif de 500.000 touristes sous dix huit mois, - Promouvoir la destination Madagascar d'une façon proactive par la mise en avant du tourisme écologique et durable; - Promouvoir les investissements en ciblant des zones prioritaires pour la création et la conservation des Réserves Foncières Touristiques (RFT), - Assurer un développement intégré, ordonné et harmonieux du secteur du Tourisme en vue de stimuler sa croissance 	Institutions et Ministères en charge du Tourisme, Culture, Artisanat
19. Renaissance culturelle et sportive	<ul style="list-style-type: none"> - Valoriser toutes les formes d'identités culturelles, artisanat, arts traditionnels et classiques, littérature, théâtre, chants, rites et folklores....ect; - Intégrer la dimension Culture dans le processus de développement en vue d'assurer la cohésion sociale - Faire des activités sportives un élément déterminant de l'éducation citoyenne ; sport de masse, scolaire, corporatif et sport d'excellence, - Revaloriser les potentialités de la jeunesse - Promouvoir l'Intégration socio-économique des jeunes, - Redynamiser les structures d'encadrement des jeunes - Préserver et valoriser le patrimoine 	Ministères en charge de la Culture, Sport, Jeunesse

<u>Défis à relever</u>	<u>Orientations stratégiques</u>	<u>Intervenants</u>
20. Développement du secteur privé	<ul style="list-style-type: none"> - Faire du secteur privé un levier de la croissance économique et de la création d'emploi, - Promouvoir la culture entrepreneuriale, le principe de partenariat entre privés nationaux et à l'international, - Mettre en place le cadre institutionnel et juridique du partenariat public-privé, - Faciliter l'exercice de l'activité artisanale et améliorer la compétitivité du secteur artisanat - Assurer l'harmonisation et synergie des stratégies et actions des Partenaires Techniques et Financiers - Assainir et réglementer la concurrence et mettre en place des dispositifs et mécanismes réglementaires et institutionnels pour la protection des consommateurs - Promouvoir les produits Vita Gasy 	Ministère de l'Industrie, du Développement du Secteur Privé et des Petites et Moyennes entreprises
21. Santé pour tous	<ul style="list-style-type: none"> - Priorité à la santé maternelle et infantile ; intensifier le programme élargi de vaccinations - Fournir les prestations de services intégrées et de qualité à la population et notamment des zones enclavées - Mettre à disposition permanente des intrants de santé de qualité par niveau 	Ministère de la Santé
22. Diplomatie au service du développement	<ul style="list-style-type: none"> - Consolider la diplomatie économique et la coopération internationale - Promouvoir au plan international, régional les opportunités économiques nationales 	Ministère des Affaires Etrangères

7. Suivi-Evaluation

Les indicateurs du SNISE seront utilisés pour le suivi de la mise en œuvre de la PGE.